

Nature de l'acte : 8.3

N° 2025 03 381

Mis en ligne le 27.03.2025

**ROUTE BARRÉE ET STATIONNEMENT INTERDIT, RUE HAOUT MOUNTA POUR TRAVAUX DE  
RENOUVELLEMENT RÉSEAU ALIMENTATION EAU POTABLE  
DU 03 AVRIL AU 30 MAI 2025**

Le Maire de la Ville de Lourdes,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,  
Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,  
Vu les articles L2122-18, L2212-1, L2212-2, L2212-5, L2213-1 et L2213-2 du code général des collectivités territoriales,  
Vu les prescriptions du code de la route,  
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,  
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, huitième partie signalisation temporaire, approuvée par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),  
Vu l'arrêté municipal en date du 21 décembre 2009, modifié, réglementant la circulation et le stationnement dans la ville de Lourdes,

**Vu la demande de l'entreprise SOGEP, sise 1 chemin des Arpens 65100 ADE, relative à la route barrée et au stationnement interdit rue Haout-Mounta pour travaux de renouvellement du réseau Alimentation Eau Potable, du 03 avril au 30 mai 2025 inclus,**

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre les mesures réglementant la circulation et/ou le stationnement des véhicules afin de permettre l'occupation ou l'exécution de travaux sur la voie publique, de prévenir les accidents et de garantir la sécurité des usagers,

**ARRÊTE**

**Article 1 - Autorisation**

**Du 03 avril au 30 mai 2025 inclus, l'entreprise SOGEP est autorisée à occuper le domaine public, rue Haout Mounta dans sa portion comprise entre la route de Bagnères et le n° 33 rue Haout Mounta.**

**Article 2 - Stationnement**

Durant la période visée à l'article 1, le stationnement sera interdit rue Haout Mounta dans sa portion comprise entre la route de Bagnères et le n° 33 rue Haout Mounta.

**Article 3 - Circulation**

Durant la période visée à l'article 1, la circulation est interdite en fonction de l'avancement des travaux, rue Haout Mounta dans sa portion comprise entre la route de Bagnères et le ° 33 rue Haout Mounta.

Dans le cas où la circulation des piétons ne serait pas maintenue au droit des emprises, le bénéficiaire devra dévier la circulation des piétons sur le trottoir opposé, ou aménager un passage sécurisé à l'aide de barrières ou cônes de signalisation.

#### **Article 4 - Déviations**

Durant la période visée à l'article 1, des itinéraires de déviation sont mis en place comme suit :

- les véhicules circulant rue Haout Mouna dans le sens route de Bagnères, sont déviés par le chemin de la Couradette, la route de Jarret, l'ancienne route de Bagnères puis la route de Bagnères.
- les véhicules circulant route de Bagnères et voulant emprunter la rue Haout Mouna sont déviés par la route de Bagnères, la D97, la route de Jarret puis la rue Haout mouna.

#### **Article 5- Affichage de l'arrêté**

Cet arrêté ne prend effet que s'il est affiché par le bénéficiaire :

- soit aux extrémités de l'emprise concernées par cette réglementation,
- soit à l'endroit stipulé par cette réglementation.

Cet affichage ne devra pas occulter les panneaux de signalisation mis en place en exécution du présent arrêté.

#### **Article 6 - Signalisation, balisage**

La signalisation et le balisage nécessaires à l'application des dispositions stipulées dans le présent arrêté seront mis en œuvre par le bénéficiaire à ses frais et sous sa responsabilité.

Ils devront être conformes aux dispositions prévues par :

- l'instruction interministérielle citée ci-dessus ;
- la Police Municipale ou la Police Nationale ;
- les services techniques municipaux.

Prévoir une pré- signalisation route barrée.

La signalisation interdisant le stationnement sera disposée sur le domaine public au moins 48 heures avant la prise d'effet du présent arrêté.

La commune ayant mis en place l'extinction de l'éclairage public la nuit, les dispositifs pour la signalisation des chantiers devront être obligatoirement réfléchissants.

#### **Article 7 - Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

D'autre part, Le bénéficiaire de l'arrêté doit conserver l'accès des riverains.

#### **Article 8 - Enlèvement des véhicules**

Afin de permettre le bon déroulement des travaux, tout véhicule contrevenant aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté sera considéré comme gênant au regard de l'article R.417-10 II 10° du code de la route ( stationnement gênant sur une voie publique spécialement désignée par arrêté de l'autorité investie du pouvoir de police municipale et mis en fourrière selon les dispositions de l'article R.417-10 V de ce même code).

#### **Article 9 - Exceptions**

Les dispositions de cet arrêté ne sont pas applicables aux :

- véhicules de secours et de lutte contre l'incendie,
- véhicules de police,
- véhicules de ramassage des ordures ménagères,
- véhicules des services municipaux.

lorsqu'ils sont en service.

#### **Article 10 - Constatation des contraventions**

Toute contravention aux dispositions du présent arrêté sera constatée par les agents ou fonctionnaires assermentés et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### **Article 11 - Recours**

Conformément à l'article R421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**Article 12 - Application de l'arrêté**

Madame la Directrice Générale Adjointe des Services et Madame la Cheffe de la Police Municipale, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lourdes, le 26 mars 2025

Pour le Maire,  
l'adjoint délégué



Philippe ERVANDEZ

Notifié le .....  
 Par courrier recommandé envoyé le .....  
 Par remise en main propre  
 Par mail envoyé le 27/03/2025  
Je soussigné(e) .....  
Signature : .....

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le  
Tribunal Administratif de PAU  
Cours Lyautey - 64000 PAU  
dans un délai de deux mois.